

SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ : MÊMES ATTAQUES, MÊME COMBAT

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, en majorité issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être rabaissé. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.



Première victoire à la MAS de Boulon

Suite à leur journée de grève en février, les agentes ont réussi à faire plier la direction. Elles ont obtenu des délais de stagiatisation équivalents aux aide soignantes pour les AMP, la direction s'est engagée à attribuer les mensualités de remplacement nécessaires pour que tous les agentes puissent avoir leur 3 semaines de congés cet été, enfin elles ont obtenu la possibilité de bénéficier du paiement en heures supplémentaires comme leurs collègues de l'EPSM.

Grâce à leur détermination et à leur mobilisation massive, les soignantes ont obtenu satisfaction sur ces revendications, mais rien sur l'augmentation du service minimum de 2 à 3 agentes par pavillon de 16 résidents. Sur cette question, la direction botte en touche et affirme une concertation sur le recrutement avec l'ARS. Bref, sur ce point là également les agentes de la MAS ne pourront compter que sur leur propre force de mobilisation pour obtenir de nouveau satisfaction. Car à Boulon comme partout ailleurs, seule la lutte paye !

12 heures : abracada-bras d'honneur

Nous entendons dans plusieurs services que la direction mentionne le passage en 12h, voire peut-être commence déjà à l'instaurer. Quelques collègues pensent y voir une amélioration de leurs conditions de travail, car cela voudrait dire moins de journées effectivement travaillées, bien que plus longues. Pas trop vite camarades !

Rappelons quelques arnaques et dangers du 12h :

- Une fois passés en 12h, on fera combien d'heures vraiment ? 14h ? 15h ?
- On aurait plus de repos d'affilée ? Non ! Les plannings sont très rarement respectés.
- Les 12h c'est aucun temps de transmission, donc ce sera du travail pas payé !
- Travailler en 12h c'est des problèmes de santé en plus (maladies cardiovasculaires, dos, cystites...), toutes les études le montrent !

À chaque passage en 12h, ce sont des dizaines de collègues qui partent parce que c'est impossible de tenir. Si les directions veulent les douze heures c'est pour faire des économies... Pas pour nous !

Soirée Tetris-champagne

Une journaliste de RTL a fait un reportage aux Urgences du CHU de Reims en pleine nuit. Elle a pu y constater le vécu des soignants et des patients. Pratiquement toutes les nuits, il y a 15 box pour 30 patients, qui doivent patienter pendant des heures sur un brancard. Une découverte pour les journalistes, mais certainement pas pour nous.

Alors avec les 600 millions d'euros d'économies sur l'hôpital, ce sera quoi ? Deux patients empilés sur le même brancard ?

Contre l'Europe forteresse, à bas les frontières !

Meeting du NPA

Samedi 23 mars, 17h

Théâtre de la République
(1, bd Saint-Martin, Métro République)

Venez au meeting internationaliste du NPA sous le signe de l'unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse » et contre les idées d'extrême-droite. Nous y dénoncerons la politique raciste des principales puissances européennes et de l'UE et lui opposerons une Europe des travailleurs et des travailleuses sans patries ni frontières !



Prime à la casse... des services

Vendredi dernier le Ministre de la Fonction publique Stanislas Guérini a annoncé la couleur de la réforme à venir. Alors que le gouvernement vient de voter 600 millions d'€ d'économies dans les hôpitaux en 2024, Guérini veut augmenter la rémunération des directeurs d'hôpitaux !

Selon lui, elle « ne permet pas suffisamment de valoriser l'exercice de fonctions ou responsabilités nouvelles ». Le ministère confirme, « il faut qu'un directeur d'hôpital puisse devenir demain préfet ». Il en va de l'égalité des hauts fonctionnaires ! Alors un pour tous, tout pour le directeur !

Rejoignez le collectif des Soignant-es Pour Gaza

Venez et portez vos blouses blanches pour montrer votre solidarité internationale envers nos collègues soignantes et médecins de Gaza aux manifestations de soutien organisées à Caen tous les samedis à 15h, en face du Monoprix !

Si vous souhaitez lancer votre propre collectif localement, vous pouvez prendre contact avec Soignant-es Pour Gaza, nous pouvons vous y aider.

Compte instagram:  soignantesprgaza



SOIGNANTESPRGAZA